

GENÈVE

Des enfants sous les ponts

Les températures glaciales de la semaine écoulée ont frappé de plein fouet les personnes les plus précaires. Parmi elles, des bébés et des enfants qui restent à la rue malgré l'activation du plan grand froid.

DIMANCHE 23 NOVEMBRE 2025 MAUDE JAQUET



Plusieurs familles ont dormi dehors ce week-end, malgré l'activation du plan grand froid. Celle que nous avons rencontrée avait auparavant passé une nuit à l'abri PC familles, avant de le quitter. DR

SANS-ABRISME ► La chute drastique des températures la semaine passée a soudain rendu plus visibles les visages d'une autre Genève. Dans l'exiguïté d'un abri de fortune ou dans les couloirs d'un bâtiment public, des vies précaires si souvent invisibles se sont comme multipliées. A la recherche d'un peu de chaleur, hommes, femmes et enfants ont convergé vers les

structures d'accueil pour personnes sans-abri, où trouver un peu de répit dans la froidure subite de l'automne. D'autres se sont rassemblé·es, bon gré mal gré, sous des assemblages de bâches et de tentes, concentrés notamment sous les ponts. Malgré l'ouverture par la Ville de Genève d'un hébergement d'urgence supplémentaire pour les nuits de vendredi soir à lundi matin, beaucoup d'entre elles et eux sont resté·es à la rue. Et les familles ne sont pas en reste.

C'est le cas d'Ella* et Simon*, et de leur fille de presque 5 ans, rencontré·es à proximité du pont Sous-Terre. Cette famille rom est revenue s'installer dans son abri de fortune après avoir passé une nuit dans l'abri de la protection civile (PC) destiné aux familles, à Châtelaine. Trop de promiscuité, de bruit, de monde, leur aura fait renoncer au confort sommaire de cette structure en sous-sol intégrée au dispositif intercommunal d'hébergement d'urgence. Autour d'un brasero, la famille se serre, non sans accepter sacs de couchage et matelas de sol que l'association Caravane sans frontières est venue distribuer ce soir. Des conditions éreintantes pour les adultes déjà, mais de surcroît pour les enfants, dont les plus jeunes ont quelques années tout juste.

Dispositif saturé

«Je n'ai jamais vu autant de familles à la rue», déplore Silvana Mastromatteo, présidente de la Caravane sans frontières. Si l'impression n'est pas encore une statistique, cette habituée des maraudes ne peut que constater que malgré les grands froids, des enfants dorment nuit après nuit dans des conditions intenable. La faute, en partie, à un dispositif pour les familles qui ne suffit pas à répondre aux besoins. Quelque 160 places existent actuellement: 80 sous terre, dans l'abri PC de Châtelaine géré par l'Association intégration mineur·es et famille (AIM). Le même nombre de personnes peut être accueilli par l'HUMA – l'hébergement d'urgence pour mineur·es accompagné·es sans abri –, géré par l'association Païdos. Cela

représente une cinquantaine de familles simultanément, accueillies pour un temps défini de trois mois maximum. Plus marginalement, des structures comme les 6logis ou l'hébergement d'urgence La Cour, géré par le Collectif d'associations pour l'urgence sociale (CausE), peuvent également accueillir des femmes avec enfants.

Or, «pour donner un ordre de grandeur, 75 familles se sont inscrites ces quinze derniers jours auprès de la hotline, la centrale téléphonique qui centralise toutes les demandes d'hébergement d'urgence. Au vu du nombre important de demandes, les délais d'attente peuvent être longs», constatent les coresponsables de l'HUMA, Marie-Laure Haas et Cécile Poulailon. Si l'attente peut être longue à un bout de la chaîne, la fin de l'accueil peut aussi être terriblement subi de l'autre. «Les fins de prise en charge de familles sans solution sont évidemment toujours très complexes, d'autant plus en hiver», reconnaissent les responsables de la structure. La systématique n'est suspendue que pendant les périodes d'activation du plan grand froid, comme ce week-end, où aucune fin de prise en charge n'est prononcée. Le scénario est similaire à l'abri PC de Châtelaine: «On doit faire sortir des familles pour permettre à d'autres, qui sont aussi dans la rue et dans le besoin, d'être accueillies, relève le directeur de l'AIM, Tiberiu Moldovan. Ces trois mois maximum relèvent de notre contrat de prestations dicté par la nouvelle Loi sur l'aide aux personnes sans abri (LAPSA). En réalité, nous appliquons déjà une certaine marge, car la loi parle d'un seul mois d'accueil par année, qui est la norme pour les personnes seules.»

««Je pensais avoir trouvé une sous-location, mais finalement la logeuse avait déjà loué à une autre personne. Alors je suis allée dormir

à l'aéroport» Aminata

Aminata* a fait l'amère expérience de ces critères. Lundi dernier, alors que s'amorçait une chute drastique des températures, cette mère de deux enfants de 7 et 11 ans a été mise à la porte de l'HUMA. «Je pensais avoir trouvé une sous-location, mais finalement la logeuse avait déjà loué à une autre personne. Alors je suis allée dormir à l'aéroport.» Comme d'autres, sans possibilité de se laver ou se changer, elle passera deux nuits avec ses enfants sur les sièges du hall aéroportuaire. On y dort peu et mal raconte la mère épuisée, et le lendemain au petit jour il faut amener les enfants à l'école, redescendre en ville. «J'erre toute la journée.» La galère pour trouver un repas pour ses filles, la queue qu'il faut faire parfois dès le matin, les soucis de santé et les angoisses sont le quotidien de cette mère. Les solutions temporaires de la Ville, elle les connaît toutes: HUMA, 6logis, abri PC pour les familles, elle est passée par chacune de ces cases sans réussir à sortir durablement la tête de l'eau.

Un abri hivernal continu

Son histoire met en colère Silvana Mastromatteo. «Comment peut-on mettre à la rue des familles avec enfants par ces températures? Ce devrait être interdit pour le moins entre le mois de novembre et fin mars», dénonce celle qui plaide pour que les autorités assurent l'ouverture d'un abri humanitaire durant toute la période hivernale. «Cette politique du thermomètre est inhumaine. On enclenche une mise à l'abri d'urgence quand les températures sont négatives et dès que ça remonte, on vire les gens. Il faudrait un abri supplémentaire ouvert tout l'hiver.»



«Entre samedi et dimanche, nous avons reçu une centaine de personnes par jour», témoigne Ylka, une des bénévoles présente sur le stand au cours du week-end. JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

Pour déclencher son plan grand froid, comme ce week-end, la Ville se base sur des critères essentiellement dictés par la température extérieure. Une politique réactive donc, qui permet d'ouvrir dans l'urgence 80 places supplémentaires pour tout public – hommes, femmes, enfants –, portant l'ensemble du dispositif à 577 places. Un scénario à deux écueils fondamentaux. D'une part, il faut un enchaînement de plusieurs nuits avec des températures négatives pour que le plan se déclenche. D'autre part, sa toute relative pérennité – l'ouverture était cette fois annoncée pour trois jours – retient une partie des potentiel·les bénéficiaires d'y recourir. «Certaines personnes ne vont pas se déplacer pour un temps si court, de peur de perdre leur abri de fortune», observe Aude Bumbacher, directrice du Cause. «Dans ces conditions, la structure risque de ne pas être complète, alors même que l'on manque de manière générale de places de mise à l'abri. Le risque, c'est de justifier le sentiment que l'on en a pas besoin, alors que c'est l'aspect extrêmement conditionné qui freine les bénéficiaires.»

Une analyse qui résonne sur le terrain: lorsqu'on leur suggère d'intégrer

l'abri PC pour échapper aux nuits glaciales, les familles installées au pont Sous-Terre déclinent. Outre une certaine réticence à intégrer des structures où elles sont susceptibles d'être séparées, mais qui restent aussi très contraignantes puisque l'abri n'est offert que pour la nuit, elles ne souhaitent pas se déplacer pour quelques jours seulement. Aussi difficiles que soient les conditions, les abris de fortune construits sont parfois ce qui ressemble le plus à un «chez soi». Tout aussi humide et insalubre soit-il.

Associations à la rescousse

Cette dynamique complexe complique l'avènement d'une politique qui prenne en charge l'ensemble de la population sans-abri. «Aujourd'hui, nous sommes complètement pleins, nous accueillons 25 familles et 46 enfants en tout. Mais il y a des périodes de l'année où ce n'est pas le cas, et c'est difficile d'anticiper ce calendrier», constate Tiberiu Moldovan à propos de l'abri PC familles. Lui comme d'autres acteurs de la précarité appellent de leurs vœux le lancement d'une nouvelle étude qui permette de quantifier, mais aussi de qualifier plus finement les besoins des personnes sans-abri dans le canton. La dernière étude du genre, publiée en 2021, avait permis d'estimer que quelque 730 personnes étaient concernées par le sans-abrisme à Genève. Mais à ce jour, la capacité maximale du plan d'hébergement d'urgence intercommunal plafonne à 577 places.

Insuffisant, s'accordent à dire de nombreux acteurs. Mais le développement des structures ne se heurte pas seulement à des questions d'argent. «Au-delà de l'aspect financier, il est également très difficile de trouver des lieux adéquats pour accueillir autant de personnes. L'aspect immobilier fait partie des freins majeurs à l'augmentation des places», jugent les responsables de l'HUMA. Même constat du côté de l'AIM, d'autant plus prégnant que cet abri destiné aux familles et ouvert depuis trois ans à l'année reste cantonné à un sous-sol: «Notre priorité consiste à trouver une surface qui nous permette de sortir de l'abri PC», juge Tiberiu

Moldovan.



Tout le week-end, des bénévoles de la Caravane sans frontières se sont mobilisé-es pour collecter et redistribuer habits chauds, couvertures et matelas de sol. JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

En attendant des développements politiques, le travail avec les gens de la rue continue de reposer en grande partie sur des engagements bénévoles, à l'image de la Caravane sans frontières. C'est elle qui avait ouvert plusieurs années durant un sleep-in hivernal au temple de la Servette. Elle encore qui organise régulièrement des collectes et des distributions de matériel au bénéfice des plus précaires, comme ce dimanche à l'église Sainte-Clothilde, une paroisse activement impliquée dans la lutte contre la précarité. Elle aussi que l'on sollicite pour des demandes urgentes, lorsque tous les canaux officiels sonnent occupés.

Elle aura encore été à l'origine d'un petit miracle cette semaine. Depuis vendredi, Aminata et ses enfants ont retrouvé le confort d'un logement chauffé. La Caravane sans frontières s'est démenée pour accueillir la famille dans un appartement à prix cassé mis à disposition par une fondation privée. Elle pourra y rester pour l'année à venir. Une petite victoire à l'échelle individuelle, mais la preuve qu'il reste collectivement

beaucoup à faire pour assurer une mise à l'abri systématique.

«NOUS CHERCHONS DES LIEUX POUR LES FAMILLES»

La Ville de Genève, responsable du volet opérationnel de l'hébergement d'urgence, dit se heurter aux capacités logistiques du réseau.

C'est à la Ville de Genève qu'échoit l'opérationnalisation du dispositif d'hébergement d'urgence, financé conjointement à hauteur de 20 millions annuels par l'ensemble des communes genevoises. Contactée, la magistrate chargée de la Cohésion sociale, Christina Kitsos, nous fait savoir que l'ensemble des places disponibles à l'année dans le dispositif sont actuellement occupées. Dans le cadre du plan grand froid, il a par ailleurs été nécessaire d'ouvrir un second abri de la protection civile, en raison de la forte demande: les 80 places initialement prévues ont été immédiatement sollicitées. Les chiffres du vendredi soir indiquaient que 62 hommes, 11 femmes et 2 familles avaient effectivement bénéficié de cette extension provisoire du dispositif. «En cas de grand froid, notre objectif est qu'aucune personne, qui veut se mettre à l'abri, ne doive dormir dehors», conforte la magistrate. Sur la tendance générale, le département constate «en comparaison avec le dernier plan grand froid activé lors de l'hiver 24-25, une très légère augmentation de la demande».

Interpellée sur la situation des familles, Christina Kitsos assure qu'elles sont «au cœur de nos préoccupations», rappelant que l'hébergement d'urgence demeure «un accueil collectif et limité dans le temps, afin de pouvoir répondre à toute situation aiguë». Une fois le délai de prise en charge écoulé «les perspectives diffèrent selon les droits des personnes. Celles qui peuvent faire valoir des droits sociaux doivent être accompagnées par l'Hospice général pour construire une solution plus durable. Pour celles qui ne disposent pas de tels droits, notamment dans le cadre de la libre circulation, un projet de retour doit être envisagé, dans le respect de leur situation et de l'intérêt des enfants. Malgré ces limites, notre objectif reste que toute famille qui demande à se mettre à l'abri puisse bénéficier d'une solution d'hébergement». La magistrate dit se heurter aux capacités logistiques du réseau: «J'ai sollicité dernièrement les associations délégataires sur la possibilité d'ouvrir des places supplémentaires pour les familles mais la réponse a été négative. Les associations n'ont pas la capacité d'agrandir les dispositifs existants et elles peinent à trouver des lieux pérennes. Nous continuons par tous les moyens à chercher des lieux adéquats pour augmenter la capacité d'accueil des familles.» Et de noter que deux nouveaux lieux pérennes ont été prévus au plan financier d'investissement de la Ville de Genève. Enfin, la

magistrate dit soutenir le lancement d'une nouvelle étude «afin de déterminer l'évolution de la situation des sans-abri à Genève». Une réflexion en cours au sein des communes.

MJT

AIDER AU RETOUR

Pour les familles sans statut qui n'ont pas réussi à stabiliser leur situation, il ne reste souvent plus que le choix du départ. Mais là aussi, les difficultés se font ressentir.

La saturation du dispositif pose la question des lendemains de l'accueil. Beaucoup de bénéficiaires, particulièrement les familles, enchaînent des prises en charge temporaires. Un système qui fragilise parents et enfants, déraciné-es à plusieurs reprises, et qui ne permet pas de désengorger les structures existantes. Le dispositif d'hébergement d'urgence accueille sans condition les personnes, qu'elles possèdent ou non un titre de séjour. Mais dans le second cas, les perspectives de stabiliser la situation restent extrêmement minces.

«Beaucoup de personnes veulent rentrer dans leur pays d'origine, car elles ne voient pas d'avenir ici. Mais ce n'est pas forcément facile», pointe du doigt Silvana Mastromatteo, de la Caravane sans frontières. L'association accompagne en ce moment même une famille bolivienne, qui aura bénéficié plusieurs mois d'un des appartements mis à sa disposition (lire ci-dessus). Maman de deux enfants, Carolina* raconte la lente dégringolade de sa famille. Arrivée en Suisse en espérant y trouver des soins adaptés pour leur petite fille, le couple se retrouve dans la situation classique des personnes sans statut légal: au bout de ses économies, sans possibilité de travail, réduite à emménager chez un marchand de sommeil. «On partageait cet espace avec beaucoup de personnes, on avait peur pour les enfants. A l'époque, je ne connaissais pas d'autre alternative», décrit la jeune femme. La main tendue de la Caravane sans frontières aura permis à la famille de reprendre pied, mais aussi de construire un nouveau projet, impliquant un retour au pays. Et ce à la faveur d'une offre de travail tombée tout soudain, pour une entrée en fonction au début de l'année prochaine.

Pour la mère de famille, après un an de galère, c'est un ouf de soulagement. «Même si pour notre fils, qui parle bien français et a fait beaucoup d'efforts à l'école, ça a été difficile d'entendre qu'il fallait quitter la Suisse. Mais l'important c'est que la famille reste unie.» Oui mais. Pour financer son retour au pays, la famille doit encore débloquer une somme conséquente pour les billets d'avion. Quelque 3000 francs, largement hors de sa portée. Si

elle a fait appel au service d'aide au retour de la Croix-Rouge genevoise, la réponse se fait encore attendre. La Caravane sans frontières a lancé un appel au don de peur que l'opportunité d'un nouveau départ ne soit confisquée à Carolina et les sien·nes. **MJT**

*prénom d'emprunt

*prénoms d'emprunt

La chaleur de la solidarité

NOVEMBRE 23, 2025 MARIA PINEIRO

Ce dimanche devant l'église Sainte-Clotilde, à la Jonction, la bise est tombée. Si le froid est moins tranchant que les jours précédents, le fond de l'air reste glacial et se fait sentir dès que les nuages cachent le soleil. Mais rien qui entame la détermination des bénévoles de la Caravane sans frontières. Depuis samedi après-midi, ils et elles collectent et redistribuent des habits et des biens amenés par des particulier·es.

A l'heure de la messe, à un coin extérieur du bâtiment religieux, sur la table et dans les cartons, s'empilent des vestes et des pantalons de ski, des habits et des chaussures pour l'hiver. Mais il y a aussi des tapis de sol, des couvertures et des sacs de couchage. Ici, tout le monde est bienvenu, nous offrons une aide inconditionnelle, assure Ylka, bénévole. Pas besoin de se justifier, donc, pour bénéficier des habits mis à disposition.

José est venu avec l'un de ses fils, à la recherche d'«habits et de couvertures». Travaillant quelques jours par semaine dans la pêche, il reste dans le besoin. «Je suis présent quand il y a des distributions. C'est une bonne chose pour nous», indique le père de famille qui souhaiterait pouvoir travailler davantage, mais ne trouve pas d'emploi dans le domaine

du bâtiment, faute de permis de séjour. Un titre qui lui permettrait également de bénéficier d'aides étatiques bienvenues. Alors il se débrouille grâce aux initiatives de la société civile.

Répondre rapidement aux besoins

«Ce matin, à 10 heures, il y avait beaucoup de monde, note Ylka. Là, c'est plus calme. Mais entre samedi et dimanche, nous avons reçu une centaine de personnes par jour.» L'association a décidé à la dernière minute d'organiser la distribution, après avoir constaté les besoins lors de sa maraude du début de week-end. Sur une pancarte en évidence à côté des tables, l'association a noté les produits les plus nécessaires en cette période. Des vêtements chauds, mais également de la nourriture prête à consommer, des produits d'hygiène et des lampes frontales avec piles pour celles et ceux qui vivent dans la rue, souvent dans des lieux sombres.

Un appel à solidarité qui n'est pas resté lettre morte. Le temps de notre passage, plusieurs voitures s'arrêtent sur le bord de la place. Des familles en descendent avec des sacs et des valises pleines d'habits. Silvia Rori est venue avec son conjoint et ses enfants. «Avec ce froid, il fallait absolument faire quelque chose», confie-t-elle. Elle explique être *home organizer*, un métier qui consiste à aider les gens à mieux organiser leur lieu de vie. Cela passe par trier et se débarrasser de l'inutile. «Ces affaires, je n'ai pas de lieu où les stocker, alors je les garde parfois quelques jours dans ma voiture, puis je les donne aux organisations qui en ont besoin», détaille-t-elle.

La chaleur de la solidarité

Sur place, la paroisse Sainte-Clotilde a mis un local à disposition de la Caravane, afin qu'un tri et un stockage pour la journée puissent être effectués. Un lieu qui permet également aux bénévoles de venir se

réchauffer et de préparer des boissons chaudes. Les volontaires sont nombreux ce dimanche matin. A l'image de Leidy Malaver, venue avec ses enfants. «Je viens aider la Caravane depuis que je suis arrivée à Genève, témoigne-t-elle. Il est important de pouvoir offrir la chaleur de la solidarité aux gens qui en ont besoin. Et je veux que mes enfants apprennent à être solidaires.»

Et les besoins sont criants. Peu après midi, Silvana Mastromatteo accueille sur place Ahmed Jama, le président du Conseil municipal de la Ville de Genève. Le socialiste, informé de la présence de la Caravane par une ancienne élue MCG, est venu s'enquérir de la situation. Ni une ni deux, la présidente l'emmène au bord du Rhône à la rencontre de personnes sans-abri ayant trouvé refuge sous et aux abords du pont Sous-Terre.

«Il y a des enfants, regardez.» Effectivement, plusieurs bambins, parfois très jeunes vivent ici en famille. Avant de repartir, le président confie avoir été choqué. «La Ville fait beaucoup, mais nous devons apporter des réponses rapides à cette situation, note-t-il. Je vais informer le bureau du Conseil municipal.» Silvana Mastromatteo abonde, elle qui alerte les autorités depuis plusieurs jours et se démène pour fournir habits, nourriture et solidarité.

RÉGIONS GENÈVE MAUDE JAQUET SANS-ABRISME VILLE DE GENÈVE
PRÉCARITÉ À GENÈVE

A lire également





GENÈVE

La chaleur de la solidarité

**DIMANCHE 23
NOVEMBRE 2025
MARIA PINEIRO**



GENÈVE

Cologny se «protège des voix contestataires»

**DIMANCHE 23
NOVEMBRE 2025
ANNE GALLIENNE**



GENÈVE

Connecter associations et bénévoles

**DIMANCHE 23
NOVEMBRE 2025
MARC LALIVE D'EPINAY**



GENÈVE

Pas de «niches fiscales dorées»

**VENDREDI 21 NOVEMBRE
2025
MARIA PINEIRO**

QUI SOMMES-NOUS?

[Association éditrice](#)

[Équipe](#)

[Chartes](#)

[Soutenir Le Courrier](#)

[Contacts](#)

[Politique de cookies \(UE\)](#)

PUBLICITÉ / PARTENARIATS

[Tarifs publicitaires](#)

[Partenariats](#)

[Naissances et Mortuaires](#)

[Formulaire Mémento](#)

BOUTIQUE

[Don / Souscription](#)

ABONNEMENTS

[Abonnements](#)

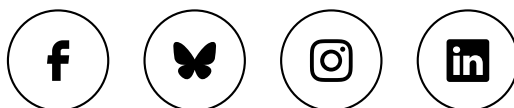
[Bon cadeau](#)

[Conditions générales de vente](#)

[Réductions de la Carte Côté Courrier](#)

[Application](#)

Suivez-nous



hosted by
infomaniak

Créé par Onepixel & Wonderweb & EPIC